



Pour un monde sans faim

Evaluation finale du projet BDI 1029
**“AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE
ET NUTRITIONNELLE EN PROVINCE DE NGOZI”**

Rapport définitif

Par: Ir Fabien BIZOZA, Consultant chef de mission

Mai 2018

David ARAKAZA, consultant assistant

RESUME EXECUTIF

La présente étude est une évaluation finale du projet "Amélioration de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en province de Ngozi" qui a été mis en œuvre par Welthungerhilfe, une ONG allemande engagée dans la lutte contre la faim et la pauvreté en étroite collaboration avec des partenaires locaux (la DPAE Ngozi, ODEB, BPS, le Ministère du Développement Communal, etc.). Le projet a commencé en Novembre 2014 pour une période de trois ans (2018) et est orienté vers les ménages à faibles revenus en communes Gashikanwa et Ruhororo dans les zones respectives de Ngoma et Mubanga.

Ce projet BDI 1029 s'articule sur trois composantes principales mises en place pour appuyer surtout les ménages les plus vulnérables en ce qui concerne ;

- *l'augmentation de la production et de la productivité des principales cultures en quantité et en qualité* afin de réduire le taux de malnutrition : appui en semences améliorées, construction des hangars de stockage, réhabilitation des centres semenciers, introduction de nouvelles cultures & variétés, etc.
- *la protection des bassins versants pour réduire l'incidence d'érosion sur la productivité des différentes cultures* : reboisement, lutte anti érosive, agroforesterie, pépinières agro forestières, etc.
- *l'appui à la population rurale surtout les femmes dans la prise de conscience de l'importance d'une alimentation équilibrée* : réduction de la malnutrition chez les femmes enceintes, les enfants de moins de cinq ans,

L'objectif de l'évaluation finale du projet est de mesurer les résultats obtenus (changements produits directement par le projet) par rapport à ceux prévus ainsi que les effets, impacts, l'efficacité et la qualité du travail réalisé, les approches développées et les leçons apprises lors de la mise en œuvre afin d'arriver à formuler des orientations susceptibles d'améliorer les futures étapes ou interventions éventuelles de WHH.

Pour conduire cette étude, la méthodologie adoptée combine les méthodes de recherche qualitative et quantitative dans les deux communes du projet à savoir Gashikanwa et Ruhororo. Elle utilise également les critères classiques de pertinence, d'efficacité, d'efficience, d'impact, de durabilité / viabilité / pérennisation et de redevabilité.

La recherche qualitative s'est inspirée des techniques de la MARP pour conduire des entretiens semi structurés avec des personnes ressources (personnel du projet et des partenaires) ainsi que des entretiens en groupes de discussion avec les bénéficiaires. La recherche quantitative a été conduite à l'aide d'une enquête ménages sur le terrain d'exécution du projet. En tout, 373 personnes chefs de ménages ont été enquêtées selon la formule appropriée d'échantillonnage statistique.

Principaux résultats

Pertinence

La pertinence vérifie la qualité de la réponse par rapport aux besoins prioritaires de sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires ainsi que la cohérence avec les stratégies nationales et internationales.

La pertinence des composantes s'observe par les différentes problématiques qu'elles sont venues résoudre en faveur des bénéficiaires : la faible production et productivité agricole due à des défis majeurs liés à la faible fertilité des sols, à la faible technicité des bénéficiaires, à l'insuffisance des infrastructures d'appui et du bétail, à l'exigüité des terres et aux aléas climatiques causés par le changement climatique. Tous ces facteurs sont à l'origine de la pauvreté des ménages et de la malnutrition largement observées en province de Ngozi.

Dans le cadre de la composante 1, des solutions ont été proposées et mises en œuvre à travers différentes actions qui s'inspirent largement des défis ci haut cités :

- l'irrigation des cultures potagères en appui à la production de saison sèche ou de lutte contre le changement climatique ;
- la construction & réhabilitation des hangars de stockage
- la distribution des semences vivrières et maraichères
- le renforcement des capacités des centres semenciers (aménagement, formation, équipement, intrants agricoles y compris le fumier) ;
- l'introduction des semences de nouvelles cultures & variétés
- l'appui aux champs Ecoles paysans (FFS).

Il est heureux également de constater que le projet est en concordance avec les instruments nationaux et internationaux: les documents officiels de politique nationale : CSLP I&II, SAN, PNIA, Vision 2025 (pilier n°3); documents communaux (PCDC des communes Gashikanwa et Ruhororo), instruments stratégiques internationaux (ODD avec "Faim zéro en 2030").

Les deux autres composantes (2&3) trouvent déjà leur pertinence dans leur complémentarité avec la composante 1. La composante de protection des sols vient pour appuyer dans la restauration et la conservation du principal facteur de production agricole, la terre, à travers la lutte antiérosive et le reboisement. La composante de la nutrition s'occupe de l'utilisation efficace de la production agricole, de la combinaison rationnelle des produits alimentaires locaux et la prise en charge des enfants malnutris.

Efficacité

L'efficacité mesure l'état de réalisation des objectifs fixés, les écarts constatés ainsi que les changements surtout physiques atteints. Cette efficacité est observable à travers les actions prévues et le niveau de leurs réalisations réelles. Les données secondaires et celles de l'enquête ménages révèlent une série de réalisations relatives aux trois composantes et qui sont résumés dans le tableau y relatif repris ci-dessous. On constate généralement que les prévisions ont été atteintes ou même dépassées.

En effet, l'effectif des ménages appuyés a atteint 114% des prévisions (13 657 ménages appuyés sur les 12 000 prévus), la construction / réhabilitation des hangars de stockage est allé jusqu'à 7 hangars sur les 4 prévus. Ceci a conduit les bénéficiaires à atteindre le taux de 57% des ménages conservant leurs productions dans ces hangars.

Le rendement des cultures vivrières faisant parties des appuis en faveur des bénéficiaires (haricot et pomme de terre) est généralement encore comparable à celui observé au niveau national. Mais, les rendements du maïs, du blé et des légumes sont en nette augmentation. En particulier, le maïs qui ne dépasse pas habituellement 800 à 1000kg/ha atteint plus de 3000kg/ha chez les Multiplicateurs privés et dans les centres semenciers.

Efficiences

L'efficacité permet d'apprécier si les ressources nécessaires ont bien été mises en place, en temps voulu et au moindre coût et s'il existe d'éventuels retards et dépassements constatés. La présente évaluation a permis de constater que le projet a été très bon gestionnaire avec un taux d'exécution budgétaire de 98% du total et accuse un solde positif de 18 741€ (2%). On note seulement une réallocation budgétaire des fonds destinés à la composante 2 (Protection des sols) suite à la mesure gouvernementale d'interdire les travaux de lutte anti érosive à travers le Cash For Work.

De plus, les ressources humaines ont été correctement affectées à leurs positions respectives et que l'option du partenariat local est venue compléter là où la faille aurait pu être perceptible. Ainsi, l'aménagement des centres semenciers, la formation, la mise en place et l'animation des FFS ont été réalisés avec l'appui de la DPAE Ngozi.

Par ailleurs, la lutte anti érosive, le reboisement et les pépinières forestières et agro forestières ont été réalisées en partenariat avec l'ONG ODEB. La composante Nutrition quant à elle a été mise en œuvre en collaboration avec le Bureau Provincial de la Santé et la promotion et l'encadrement des associations l'a été grâce à la coopération avec le Ministère du Développement Communal. Certaines de ces actions ont été vérifiées quant à leur efficacité, notamment la production des plants forestiers et agro forestiers / ODEB qui a donné des plants à un prix inférieur à celui du marché (115BIF/plant par rapport au prix habituel de 125BIF/plant).

La ressource temporelle de trois ans d'intervention du projet a été également utilisée de façon efficace.

Impact

L'analyse de l'impact pose la question 'dans quelle mesure le projet a contribué à l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires' et mesure les effets positifs ou négatifs prévus et non prévus sur les bénéficiaires directs et indirects.

L'impact a été analysé selon les changements dans l'accès à la nourriture (le nombre de repas et la couverture alimentaire) et aux revenus, dans la qualité du régime alimentaire ainsi que dans le taux de gain de poids quotidien des enfants en réhabilitation nutritionnelle. Il a été observé que, à partir des niveaux de la situation de référence, ces facteurs évoluent très bien chez les bénéficiaires du projet.

On note, en effet, que le nombre d'adultes prenant un seul repas par jour qui était de 35% au début du projet est descendu à 5%. Ce qui veut dire que le nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire a diminué de 30%. Environ 88% des enfants de la zone d'intervention prennent plus de trois repas par jour et seul 1% des enfants est à un seul repas par jour. De même, une nette amélioration de la durée des stocks alimentaires est observée entre la situation de base et le moment de l'évaluation finale. Environ 19% des bénéficiaires arrivaient à couvrir entre 0 et 2 mois de nourriture, actuellement ils sont seulement 1% qui sont dans cette situation. Avec l'intervention du projet, la plupart des stocks alimentaires durent actuellement entre 7 et 8 mois et plus dans l'année (36%) alors que ce niveau n'était réservé qu'à 14% des bénéficiaires.

Au niveau social, l'existence des hangars de stockage communautaire ont également induit des changements dans les relations entre les conjoints. En effet, la prise de décision conjointe entre l'homme et la femme sur la gestion des récoltes stockées au hangar a été portée à 51%. On constate même que l'homme ne décide seul qu'à 21% des cas et la femme seule à 29%.

On constate qu'au moment de la situation de base (BL), l'autoconsommation de la production occupait une place prépondérante (70%); aujourd'hui, cette proportion a été réduite (43%) pour affecter la partie la plus importante à la vente (51%). Ce qui permet de dire que la production permet actuellement de dégager un surplus commercialisable et, par conséquent, de générer des revenus agricoles qui deviennent actuellement très importants.

Ceci transparait aussi à travers les proportions des bénéficiaires selon les tranches de revenus annuels : 65% des bénéficiaires ne pouvaient avoir que la tranche de 0 à 10 000BIF/an et aujourd'hui seuls 10% sont dans cette tranche donc une réduction de 55% de cette catégorie. Aussi, avant l'intervention du projet, seulement 2% étaient dans la catégorie des personnes pouvant avoir plus de 500.000BIF/an et à la fin du projet, ils atteignent actuellement 26% .

Enfin, la qualité du régime alimentaire s'est nettement améliorée à travers l'amélioration du score de diversité alimentaire (SDAM) puisque la diversité et la richesse alimentaire sont élevées. Le score moyen de diversité alimentaire est de 5 ; cela veut dire que, en moyenne, les bénéficiaires consomment au moins 5 groupes d'aliments par jour.

De plus, ces deux études IDDS montrent une évolution positive des SDAM : en 2015, le SDAM faible (Score <4) affectait 70% tandis qu'il devient 12,1% en 2016 et 10,5% en 2017 ; le SDAM élevé (score >7) était de 3,3% en 2015, 21,7% en 2016 et 22% en 2017.

Durabilité / viabilité / pérennisation

La durabilité examine si l'atteinte des objectifs et les résultats et impacts obtenus sont de nature à se pérenniser dans le temps, et si oui à quelles conditions.

Le projet a utilisé certaines stratégies destinées à assurer la propension des bénéficiaires à s'approprier et poursuivre les activités notamment :

(i) l'exécution des interventions confiée aux partenaires nationaux (services techniques, ONG, etc.) comme décrit ci haut ;

(iii) la participation des Comités Collinaires de Suivi des Activités de Développement (CCSAD) dans le ciblage participatif des bénéficiaires et le suivi des activités agricoles sur collines ;

(v) la structuration des organisations des producteurs en structures autonomes de gestion (Centres Semenciers, Associations des femmes productrices de légumes, de cultures vivrières, etc.) :

(iv) le renforcement des capacités techniques & transfert des connaissances aux bénéficiaires et aux comités de gestion des organisations des producteurs (associations, pré coopératives, FFS / CEP) ;

Il a été constaté, en plus, que 69% des personnes enquêtées appartiennent à des associations de producteurs, 57% ont reçu une formation à travers les FFS et 85% ont reçu une formation sur l'itinéraire technique des cultures vivrières / légumières.

L'établissement du compte d'exploitation des cultures montre un résultat positif pour le maïs dans les deux associations de Nyamugari (742 000BIF) et Giturwe (3 287 500 BIF), ce qui permet de dire que l'activité pourra bien se poursuivre puisqu'elle est rentable. Ces acquis constituent un préalable légué par le projet pour la pérennisation des actions agricoles.

Enfin, les aménagements anti érosifs et reboisement ont été réalisés avec la contribution des bénéficiaires, à hauteur de 15% de l'investissement. Ceci devrait donc amener les bénéficiaires à s'approprier de ces acquis car, c'est elle qui en tirera partie.

La redevabilité

La redevabilité vérifie si les principales parties prenantes ont été impliquées dans la planification et l'exécution des activités du projet ainsi que le niveau d'information de la communauté et des autorités locales.

L'implication de l'administration et des services techniques constituent les gages de pérennisation des actions initiées par le projet. En cela, la plupart des réunions trimestrielles d'évaluation et de planification se font en présence d'un(e) représentant(e) du gouverneur de province et de l'administration communale et des partenaires du projet.

Les autorités communales rencontrées apprécient bien la distribution des semences / matériel de plantation de nouvelles cultures (le blé). L'introduction de l'irrigation des légumes permet de produire des légumes en saison sèche pour des exploitants dépourvus de parcelles de marais, le stockage communautaire pour une meilleure gestion des récoltes et des semences pour la saison suivante. Les vols des récoltes à domicile ont nettement diminué, les conflits de ménages dus, dans le temps, à une gestion souvent frauduleuse, également.

Les mêmes autorités admettent qu'il existe des canaux de communication comme les réunions au début des saisons culturales et participent dans le ciblage des bénéficiaires collinaires à travers les responsables collinaires et les CCSAD et ce sont des occasions qui sont données aux parties prenantes de faire des observations et des critiques sur la mise en œuvre du projet.

Dans la plupart des activités, les femmes sont les premières concernées et actives dans les associations (92%) de production vivrière et légumière, la consommation et la commercialisation des légumes / fruits, l'initiation de l'action des mamans lumière (100%) pour l'alimentation saine et équilibrée ainsi que dans les thèmes transversaux (VIH SIDA, santé de la reproduction, etc.) et enfin, dans l'animation des Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN) à presque 100% de participation.

D'autres résultats plus détaillés sont mis au chapitre des conclusions et recommandations et constituent une base de formulation d'un nouveau projet en extension au BDI 1029.

Conclusions et leçons apprises par composante

En résumé, les critères d'évaluation ont été prouvés en ce qui concerne la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des actions du projet. C'est ce qui transparait dans les développements du présent rapport. L'analyse approfondie de chaque critère a permis d'atteindre les leçons et recommandations suivantes.

Evaluation finale BDI 1029

Leçons apprises dans la composante 1

Dans le cadre de la sécurité alimentaire, le nombre de repas pris par jour illustre la fréquence des repas des ménages et un ménage qui prend un seul repas par jour est en difficulté d'accès à la nourriture. La présente évaluation a pu montrer que le besoin d'une aide alimentaire, qui était de 35% au début de l'intervention, n'est plus envisageable que pour une proportion très réduite de 5% de la population.

Les stocks de produits alimentaires dus à la production agricole des ménages ont augmenté et permettent de couvrir des périodes plus longues allant de 7 mois et plus : 75% peuvent couvrir cette période alors qu'ils étaient seulement à 27% au début du projet. Ceci est dû à l'augmentation de la production agricole et à l'acquisition des hangars de stockage pour une meilleure gestion des récoltes.

Les hangars de stockage ont permis à la population bénéficiaire de pouvoir conserver les semences pour les saisons suivantes, ont contribué à la promotion des droits des femmes dans la gestion des récoltes et à la stabilisation alimentaire et agricole des bénéficiaires. Elle est assortie de plusieurs avantages comparatifs avec la période de stockage à domicile qui présentait d'énormes inconvénients : vols et détérioration des récoltes.

La distribution des semences à des bénéficiaires de toutes catégories est une bonne initiative qui a résolu le problème de pénurie des semences et installé une base agricole au sein des ménages.

Les rendements des principales cultures ont nettement augmenté. Le haricot atteint 63% d'augmentation chez les bénéficiaires, celui du maïs 197% et 288% d'augmentation respectivement dans les centres semenciers et chez les multiplicateurs privés. Le blé est à 4% d'augmentation et la pomme de terre décline de rendement.

Une nette évolution du niveau des revenus est très remarquable occasionnée par la possibilité de mise à marché d'une proportion importante de sa production (51%) contrairement à la période précédant l'intervention (21%). 36% des bénéficiaires perçoivent des revenus agricoles de plus de 500 000 BIF/an contre 2% au début du projet. Ce montant de revenu suggère que l'agriculture peut être une source importante de revenus qui mérite une attention particulière de la part des intervenants en faveur de l'investissement de la part des "grands propriétaires terriens".

Le projet a, en outre, investi dans le renforcement des capacités techniques à travers les FFS / CEP ; ceci répond bien à la politique du gouvernement d'innover l'approche d'encadrement / vulgarisation dans le secteur d'agri élevage. L'approche donne l'occasion aux bénéficiaires d'expérimenter d'abord les techniques et les variétés de cultures avant de se prononcer sur leur adoption dans leurs exploitations.

On constate également que le projet s'est beaucoup investi dans l'introduction de beaucoup d'autres cultures vivrières et potagères à des fins de diversification des productions et des sources d'aliments. Cependant, la course vers la diversification requiert des moyens supplémentaires en termes de facteurs de production : la terre, le capital et la main d'œuvre qui sont généralement limités. Tant que la limitation de ces facteurs n'est pas encore résolue, il ne serait pas judicieux de poursuivre la diversification.

Les agriculteurs disposent déjà d'une gamme élevée de cultures qui nécessitent surtout l'introduction de nouvelles variétés amélioratrices des rendements des cultures déjà disponibles. Même les sources d'aliments pour l'équilibre alimentaire existent bel et bien et il suffit de les combiner correctement en respectant les groupes d'aliments déjà disponibles.

Leçons apprises dans la composante 2

La stratégie du cash for work (CFW) est appropriée à la situation des besoins en protection des bassins versants car elle allie la rapidité du travail, la motivation des bénéficiaires et l'injection de flux monétaires dans la communauté. Avec l'intervention, les proportions des terres non protégées (0%) diminuent de 37% et celles protégées à 50% passent de 1% à 25% en l'espace d'une seule année.

En effet, le cash for work a été interdit par une mesure gouvernementale pour, semble-t-il, harmoniser avec les autres régions du pays ne jouissant pas de projets engagés dans ce genre d'approche. Ceci devrait interpeler WHH pour arrêter ensemble avec les autorités administratives la meilleure stratégie pour impliquer la population dans la sauvegarde de l'environnement.

Concernant le reboisement des flancs et crêtes dénudés, on constate que la superficie reboisée dépasse légèrement les prévisions de près de 10% au cours des trois années d'intervention.

Le projet aurait pensé à mettre en œuvre des actions destinées à la pérennisation des boisements : l'aménagement des coupe-feux autour des blocs boisés, la sensibilisation pour la protection contre les abattages irréguliers et la production de charbon, etc.

Le projet envisageait de procéder à la remise officielle des boisements, suivie par une campagne de sensibilisation pour la préservation de ces derniers ainsi que des aménagements anti érosifs. Cette étape si nécessaire n'a pas été réalisée et pourrait porter préjudice aux acquis en matière de reboisement.

Leçons apprises dans la composante 3

On constate que la plupart des activités de la composante nutrition sont en aval de celle de la production ; elles sont pratiquement au stade de début et, cependant, elles sont sur une bonne lancée qui permettrait une poursuite judicieuse :

- la production et la consommation des légumes est en train de gagner du terrain dans les esprits des femmes de la zone d'intervention du projet ;
- les structures associatives gérant les activités de production sont à un niveau de capacités techniques et de gestion qui nécessitent une augmentation de leur autonomie technique et financière ;
- les FARN ont fait leur preuve dans la réhabilitation des enfants malnutris puisque le taux de récupération de poids est de 84 et 77% respectivement à Ruhororo et à Gashikanwa. Ce taux est satisfaisant pour des FARN encore à leur début faisant face à l'insuffisance des contributions en produits alimentaires de la part des mères, ce qui peut entraver la poursuite l'activité dans ces structures ;

- le SDAM qui traduit la diversification et la richesse du régime alimentaire est en évolution positive puisque, en 2015, le SDAM faible (Score <4) affectait 70% des bénéficiaires concernés, tandis qu'il devenait 12,1% en 2016 et 10,5% en 2017 ; le SDAM élevé (score >7) était de 3,3% en 2015, 21,7% en 2016 et 22% en 2017.

Recommandations par composante

Recommandations dans la composante 1

1. Les entretiens avec les bénéficiaires et les personnes ressources ont révélé certaines failles des approches utilisées dans la mise en œuvre des réponses proposées par le projet pour résoudre la problématique de sécurité alimentaire. Ainsi :
 - concernant l'irrigation des légumes au goutte à goutte, les bénéficiaires proposent d'envisager des réponses multiformes compte tenu des réalités du terrain : l'utilisation de motopompe à moteur, les adductions d'eau pour alimenter en eau les champs au goutte à goutte.
 - les bénéficiaires ont également proposé de remplacer les distributions de bennes de fumier par des lots de gros ou petit bétail comme solution plus durable.
 - la distribution des semences aux bénéficiaires devrait être appuyée par un système de suivi / évaluation utilisant des fiches de suivi des bénéficiaires et permettant de constater les conditions de production, de transfert et d'évolution des générations successives des cultures & variétés. Les membres des CCSAD peuvent être formés à cet effet pour en assurer le suivi en la matière.
 - s'assurer de l'existence de bonnes conditions d'accueil des semences distribuées comme l'existence des fertilisants (fumier) dont l'absence compromettrait les performances des semences améliorées.
 - la distribution des bovins dans les centres semenciers devait être précédée par la formation aux techniques d'élevage et de production du fumier (compostage, chargement de litière et vidanges régulières de l'étable).
 - les étapes d'apprentissage au sein des CEP devraient être suivies par l'étape de transfert des technologies décidées en CEP dans les exploitations individuelles des membres ainsi que par l'initiation des activités génératrices de revenus au sein des groupes CEP sevrés. Il est important de prévoir un fonds de sevrage pour l'initiation d'AGR et la mise en relation avec les IMF pour l'accès à crédit aux premiers intrants agricoles.
 - les capacités techniques des gestionnaires des hangars de stockage communautaire / centre semencier nécessitent une formation sur la tenue appropriée des documents de gestion (fiche de stock communautaire ou individuelle, le carnet de dépôt, etc.).
2. Il a été constaté que les données de production et de rendements sont généralement difficiles à avoir de la part des bénéficiaires communautaires. Il est nécessaire d'installer des carrés de rendement, de former les bénéficiaires à la tenue de documents de gestion des cultures et d'initier un programme d'alphabétisation fonctionnelle des adultes pour promouvoir la participation des bénéficiaires et des analphabètes.
3. La construction des hangars de stockage est une action qui a occasionné des changements dans les habitudes de gestion des récoltes, une des solutions à la lutte

contre la disette et le manque de semences. Les bénéficiaires ont émis le souhait d'avoir un hangar de stockage communautaire par colline pour diminuer les distances à parcourir les récoltes sur la tête.

4. En ce qui concerne la certification des semences, l'ONCCS pose une série de conditions à être remplies par les candidats à ce processus. L'appui du projet serait de jouer la facilitation en faveur des candidats à la certification des semences, notamment la contribution à la construction des hangars de stockage (déjà dans les activités du projet) et des magasins de commercialisation des semences certifiées, la mise en relation avec les IMF, la recherche du marché, le marketing et les techniques d'approche commerciale qui sont des domaines intéressants indispensables au développement de l'activité privée.
5. A propos des appuis aux multiplicateurs privés, le projet a accordé des intrants agricoles et divers appuis comme la construction des hangars de stockage aux organisations gérant les centres semenciers. Il a accordé, en outre, le même appui à des multiplicateurs individuels privés en commune Gashikanwa. L'avis de la mission est que, un tel appui consistant devrait profiter à un plus large public regroupé au sein d'organisations de producteurs au lieu de ces appuis vont chez un seul individu qui s'en approprient.
6. Pour résoudre le problème de manque de points d'approvisionnement en intrants agro vétérinaires, il s'avère nécessaire d'initier les boutiques d'intrants (engrais chimiques, pesticides, médicaments vétérinaires, le matériel agricole, etc.) qui seraient logés au sein des hangars ou dans un local leur annexé. Dans tous les cas, il convient d'éviter la cohabitation des produits alimentaires ou semences avec les produits chimiques (engrais et pesticides).
7. Comme partie prenante des activités de la composante 1, la DPAE devrait être responsabilisé pour poursuivre les visites et conseils techniques aux centres semenciers, la formation technique (animation des FFS), la certification des semences (contacts avec l'ONCCS), la mise en relation des structures associatives avec les IMF et les autres projets encore actifs en province de Ngozi. Ainsi, il convient donc d'associer cette structure aux activités agricoles du projet depuis le début de l'intervention afin de s'en assurer l'appropriation effective pour la pérennisation des acquis.
8. Les matrices FFOM ont également induit des recommandations sans préjudice à la possibilité de pousser plus loin l'investigation à travers les possibles combinaisons stratégiques des facteurs externes et internes. Ces recommandations découlent des faiblesses et des menaces découvertes lors de l'atelier y relatif et sont libellées comme suit :
 - Mettre sur pieds une plateforme de commercialisation des semences inter centres semenciers : organisation commune pour faciliter la commercialisation des semences certifiées entre les producteurs des centres semenciers et multiplicateurs privés de semences certifiées (recherche de marché commun, opérations conjointes de marketing des semences certifiées, etc.).
 - Doter les centres et les multiplicateurs de semences de matériel indispensables pour la conservation des semences grains / graines comme les humidimètres afin de s'assurer du taux d'humidité de ces semences et des récoltes tout venant avant de les entreposer. Ceci est très important car, les risques de détérioration des produits stockés est très lié à ce facteur.
 - Les hangars n'ayant pas de parties pouvant être aménagées pour la commercialisation des semences certifiées devraient être réaménagés pour permettre cette activité selon les exigences de l'ONCCS ;

- Le service de logistique du projet a été jugé lent et ne réagit pas ponctuellement aux exigences des saisons agricoles ; ceci demande de concevoir un plan d'achats qui sera respecté scrupuleusement à la fois par le service d'approvisionnement et les agents de terrain en s'appuyant sur des documents de gestion des commandes et achats appropriés ;
 - Au niveau des CEP, on parle très peu des CEP d'expansion, c'est-à-dire, les CEP créés par les membres éclairés des CEP mères ; il est nécessaire d'encourager la création d'autres structures semblables à celles qui sortent des phases d'apprentissage afin de faire tâche d'huile de l'activité ;
 - En cheminant vers une plus grande production des céréales (blé et maïs), il sera nécessaire d'envisager des équipements de transformation tels que les moulins ;
 - Quelques cas d'instabilité du personnel ont été constatés pendant la mise en œuvre du projet. Ceci a été imputé à une démotivation salariale des agents qui comparent les salaires payés par le projet avec les autres projets œuvrant dans la région ou dans le pays. Il convient d'aligner les salaires payés au personnel à ceux payés par d'autres organisations de même type ou stature
 - Avec l'hétérogamie poussée du maïs, les risques de modification du génotype de la variété en culture sont grands ; il convient de renforcer les capacités techniques des bénéficiaires en ce qui concerne les isolements des semis (spatial et temporel) pour réduire, autant que faire se peut, les possibilités de croisement entre les champs environnants.
 - Dans les conditions actuelles, l'Etat intervient beaucoup dans les activités semencières notamment dans la fixation des prix des semences certifiées, privant ainsi les producteurs d'initiatives de commercialisation. Il convient d'organiser un plaidoyer pour la libéralisation de la commercialisation de ces intrants.
 - En ce qui concerne la protection des sols, élaborer pour signature un protocole d'entretien des dispositifs anti érosifs avec les bénéficiaires pour éviter la détérioration des acquis en la matière ; ce protocole définirait le cadre de responsabilité des bénéficiaires depuis l'aménagement jusqu'après la fin du projet ;
 - Travailler avec les institutions de recherche forestières pour avoir une essence forestière capable de remplacer l'Eucalyptus qui n'est pas apprécié par le bailleur de fonds en matière de reboisement des flancs et crêtes.
9. Enfin, le secteur agricole étant déjà saturé (97% d'agri éleveurs), il s'avère nécessaire d'initier des activités hors agriculture : les métiers, le commerce, la transformation agricole, etc. qui pourraient désengorger le secteur et pourraient contribuer à générer des revenus aux ménages appuyés.

Recommandations dans la composante 2

Le cash for work ayant été interdit par le gouvernement du Burundi, il y a lieu de poursuivre l'activité de lutte anti érosive en le remplaçant par l'attribution des prix aux meilleurs sous forme de bétail pourvoyeur de fumier. Cette recommandation vient du fait que la lutte antiérosive est une activité vitale sur les terres des communes d'intervention. Ou encore, la négociation du

projet avec le gouvernement en la matière pourrait éventuellement donner lieu à une exception puisqu'un autre intervenant met toujours en œuvre la même approche dans les mêmes zones d'intervention.

D'autres actions que le projet aurait pensées à mettre en œuvre notamment dans le sens de la pérennisation des boisements : l'aménagement des coupe-feux autour des blocs boisés, la sensibilisation pour la protection contre les abattages irréguliers et la production de charbon, etc.

Le projet projetait encore de procéder à la remise officielle des boisements, suivie par une campagne sensibilisation pour la préservation de ces derniers ainsi que des aménagements anti érosifs. Cette étape si nécessaire peut ne pas avoir été réalisée et pourrait porter préjudice aux réalisations en matière de reboisement.

Il convient de ne pas laisser tomber cette étape et de la confier au staff restant dans le cadre des projets comme le BDI1025 en collaboration avec l'ODEB (partenaire du projet pour cette activité) et avec l'administration locale.

Recommandations composante 3

A la fin de la présente phase, la production des légumes et la structuration en organisations de femmes devraient être confiées à la DPAE pour la poursuite des activités. La sensibilisation pour la lutte contre les maladies et la bonne alimentation ainsi que la réhabilitation des enfants malnutris au sein des FARN devrait revenir au BPS afin de contribuer, autant que faire se peut, à la réduction de l'impact de la malnutrition et préserver les acquis du projet en la matière.

Une fois que l'activité des FARN a commencé, elle ne devrait pas s'arrêter sous prétexte que l'effectif des enfants à réhabiliter n'atteint pas 8 ou 12 ; il faudrait prendre en charge des effectifs même réduits pour ne pas laisser pour compte ce nombre réduit d'enfants. Ou alors, poursuivre le dépistage des enfants malnutris et les référer à des structures de soins les plus proches. Comme les ML sont des mères appartenant à la communauté, elles peuvent être disposées à poursuivre l'activité sous l'encadrement du BPS et des centres de santé voisins.

Recommandation générale

Au terme de la présente revue finale, il y a lieu de percevoir l'idée d'une action qui mérite d'être poursuivie ou consolidée eu égard aux différentes sollicitations des bénéficiaires et aux observations directes de la part de la mission qui propose une phase supplémentaire de consolidation des acquis et qui durerait une année.